

Malgré la perception de libertés croissantes, les Tunisiens manifestent un engagement citoyen limité

Dépêche No. 336 d'Afrobarometer | Thomas Isbell et Mohamed Najib Ben Saad

Résumé

La Tunisie est, depuis sa révolution en 2011, un modèle de transition démocratique réussie dans le monde arabe (Caryl, 2019). Alors que la Libye, le Yémen, et la Syrie ont sombré dans la guerre civile, et que l'Égypte et le Bahreïn sont tombés dans la répression et l'autoritarisme, la Tunisie est le seul pays du Printemps arabe où la démocratie a survécu (Chulov, 2018).

Ce petit pays d'Afrique du Nord a organisé à plusieurs reprises des élections libres et transparentes, notamment des élections aux assemblées constituantes en 2011, des élections municipales en 2018, et des élections parlementaires et présidentielles à deux reprises, en 2014 et 2019. La Tunisie a adopté la constitution la plus progressiste du monde arabe en 2014, qui garantit les libertés d'expression, de réunion, et de la presse, protège le droit d'accès à l'information, et impose l'égalité des sexes avec un engagement actif de l'état à la faire respecter (Constitute Project, 2019). Alors que le pays continue de faire face à d'énormes problèmes économiques, ses actions lui ont valu d'être reclassé par Freedom House (2015) de « non libre » à « libre ».

L'une des principales raisons pour lesquelles la démocratisation a réussi en Tunisie contrairement à d'autres pays du Printemps Arabe réside dans la force de la société civile du pays. En 2010, lorsque les manifestations se sont intensifiées et étendues à la capitale, des groupes de la société civile, des syndicats, des avocats, des journalistes, et des partis d'opposition se sont joint aux manifestants et ont joué un rôle clé en mettre fin aux 23 ans de régime autoritaire (Yerkes & Ben Yahmed, 2018). Après la révolution, le Quartet Tunisien du Dialogue National – composé de l'Union Générale Tunisienne du Travail; de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat; de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme; et de l'Ordre des Avocats de Tunisie – a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2015 pour avoir réussi un compromis entre les acteurs politiques laïques et islamistes alors que la transition démocratique était sur le point de s'effondrer par suite d'une intense polarisation politique (Nobel Prize, 2015). Les politiques ont accepté transcender leurs divergences et parvenir à un consensus qui permettait aussi bien aux islamistes qu'aux laïques de s'exprimer dans le nouveau système politique (Marks, 2015).

Nous fondant dans cette dépêche sur les données des enquêtes Afrobarometer, nous étudions l'engagement citoyen en Tunisie. Nous observons que si une majorité de Tunisiens affirment que les libertés civiques et politiques se sont accrues au cours des dernières années, la proportion des citoyens qui se sentent limités dans leurs discussions politiques est plus élevée, et moins de personnes se rendent aux urnes à l'occasion des élections. Quand bien même un nombre croissant de Tunisiens expriment la volonté de se réunir pour discuter d'une question ou participer à une manifestation, dans la pratique, seules de petites minorités s'engagent au travers d'organisations de la société civile ou de prises de contact avec leurs dirigeants.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la qualité de vie, à la gouvernance, et à la démocratie. Sept rounds d'enquêtes étendus à 38 pays ont été réalisés entre 1999 et 2018, et les enquêtes au titre du Round 8 devraient couvrir au moins 35 pays en 2019/2020. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens en avril-mai 2018. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. De précédentes enquêtes ont été conduites en Tunisie en 2013 et 2015.

Résultats clés

- Une majorité de Tunisiens affirment jouir de plus de libertés politiques et civiques par rapport à quelques années auparavant. Cependant, un nombre croissant de citoyens estiment devoir être prudents lorsqu'ils parlent de politique.
- Plus de deux tiers (68%) des Tunisiens affirment discuter de politique au moins de temps à autre, et trois quarts (73%) déclarent s'informer quotidiennement de l'actualité par le biais de la télévision. Chez les plus jeunes adultes, l'Internet et les réseaux sociaux constituent une source d'information plus fréquente (77%).
- La participation électorale est sur le déclin. La moitié (50%) seulement des Tunisiens affirment avoir voté lors des dernières élections nationales, et le nombre de ceux qui ont décidé de ne pas voter a doublé entre 2013 et 2018.
- Alors qu'une petite minorité seulement des Tunisiens affirment s'être joints à d'autres pour aborder un problème ou avoir participé à une manifestation au cours de l'année précédente, une proportion croissante des citoyens déclarent qu'ils entreprendraient une telle action s'ils en avaient la possibilité.
- L'engagement civique et politique par le biais d'associations bénévoles et de prises de contact avec les dirigeants est limité à un citoyen sur 10 environ.

Libertés civiques et politiques

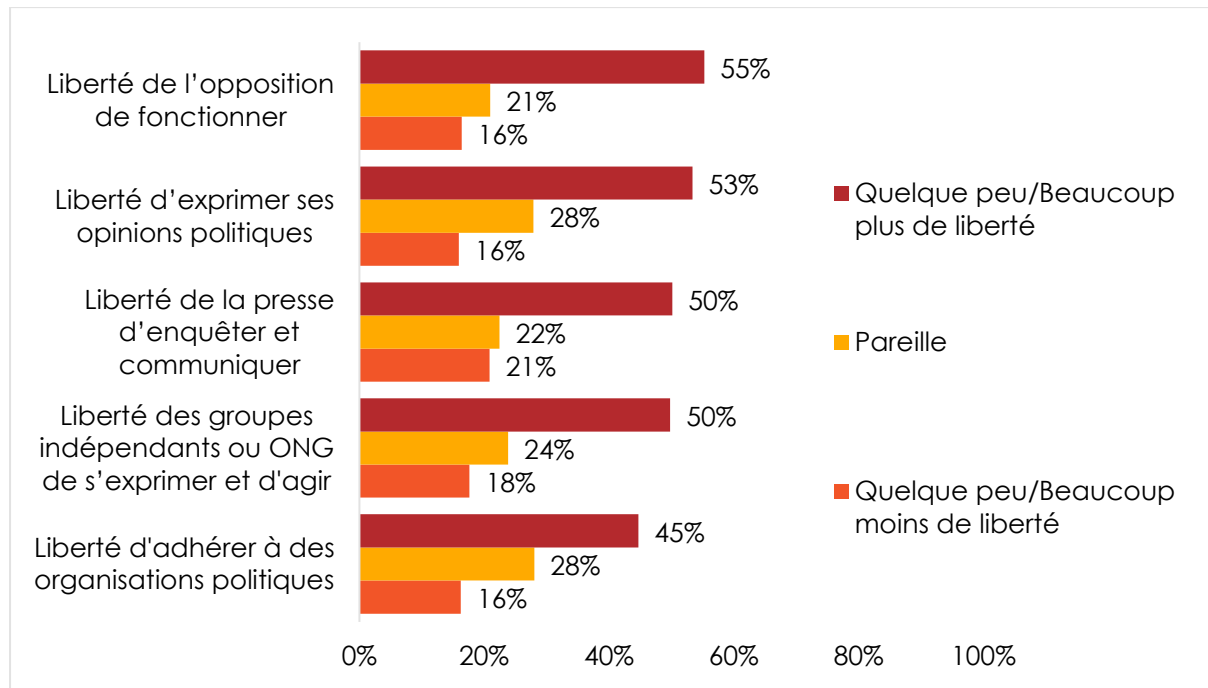
Une majorité de Tunisiens affirment que les libertés civiques et politiques dans le pays se sont accrues « en comparaison à quelques années en arrière ». Plus de la moitié (55%) soutiennent que l'opposition politique jouit maintenant d'une plus grande liberté de fonctionnement, pendant que presque autant perçoivent une plus grande liberté pour les citoyens d'exprimer leur opinion (53%), pour les médias d'enquêter et de rapporter (50%), et pour les organisations non gouvernementales de se prononcer et d'agir (50%). Environ un répondant sur cinq ou moins affirment que ces libertés ont reculé au cours des dernières années (Figure 1).

Moins de la moitié (45%) des répondants affirment jouir d'une plus grande liberté d'adhérer à des organisations politiques que par le passé, bien que ce chiffre représente encore à peu près trois fois la proportion de ceux qui estiment que cette liberté a régressé.

Les jeunes tunisiens sont généralement moins susceptibles que leurs aînés de percevoir des libertés accrues, peut-être parce que pour eux, « quelques années en arrière » fait référence à un passé plus récent que celui auquel se réfèrent les répondants plus âgés. Par exemple,

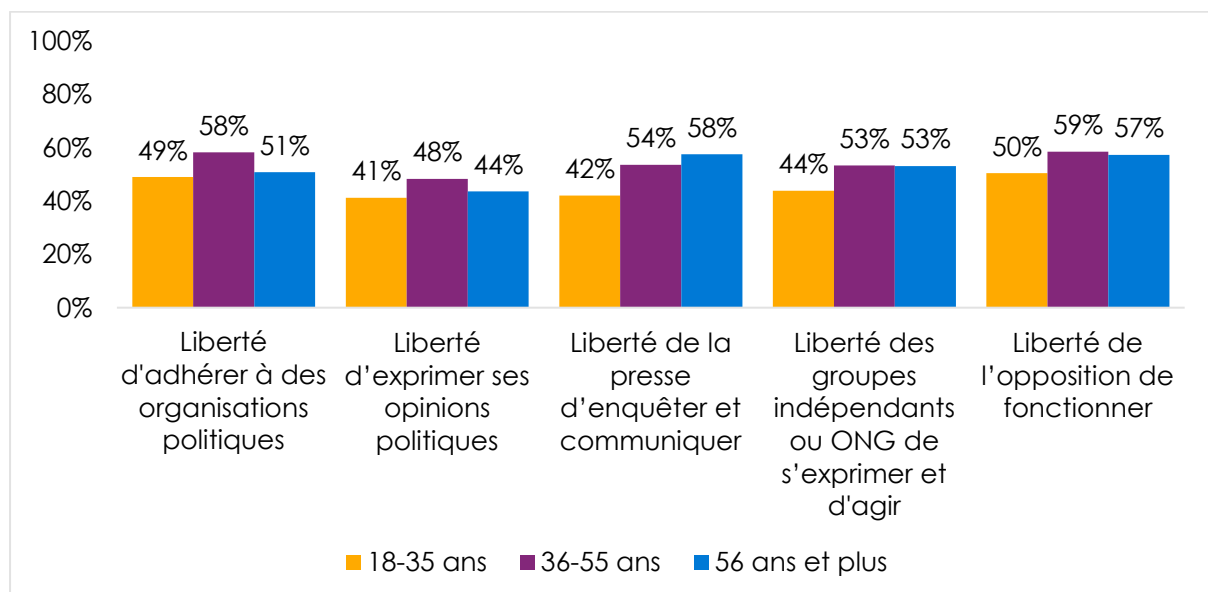
alors qu'environ six Tunisiens sur 10 âgés de plus de 55 ans affirment que la liberté des médias s'est accrue (58%), moins de la moitié (42%) des 18 à 35 ans sont du même avis (Figure 2).

Figure 1: Évolution perçue des libertés | Tunisie | 2018



Question posée aux répondants: Veuillez me dire s'il y a aujourd'hui plus ou moins de liberté par rapport aux questions suivantes en comparaison à quelques années en arrière, ou les choses sont-elles pareilles?

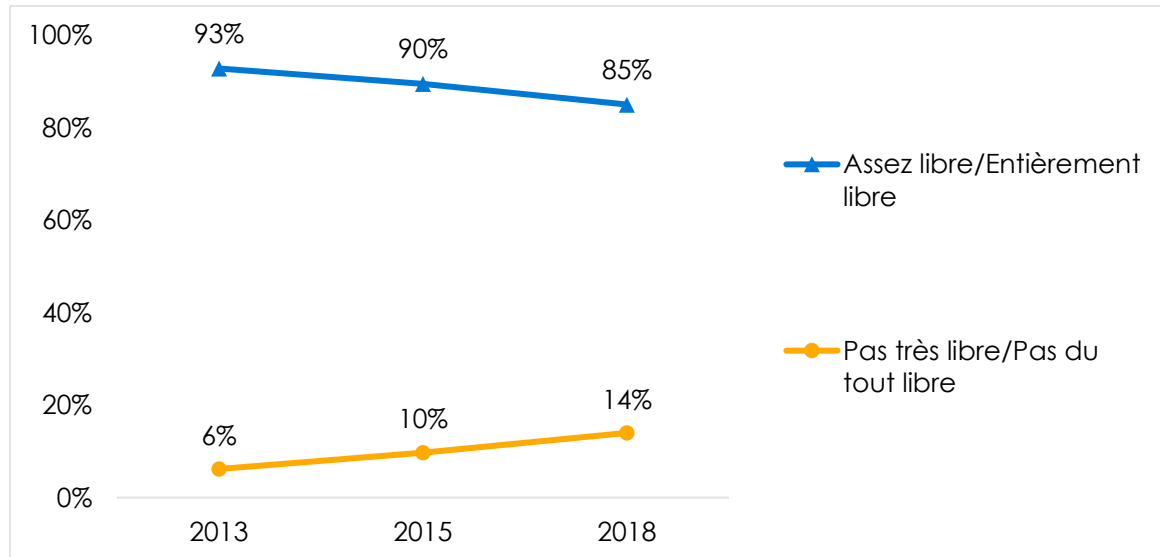
Figure 2: Une plus grande liberté qu'il y a quelques années | par groupe d'âge | Tunisie | 2018



Question posée aux répondants: Veuillez me dire s'il y a aujourd'hui plus ou moins de liberté par rapport aux questions suivantes en comparaison à quelques années en arrière, ou les choses sont-elles pareilles? (% qui répondent « quelque peu plus » ou « beaucoup plus »)

Mais contrairement aux perceptions de liberté accrue, la proportion des Tunisiens qui affirment se sentir « assez libres » ou « entièrement libres » de s'exprimer a baissé, passant de 93% en 2013 à 85% en 2018, même si elle demeure largement majoritaire (Figure 3).

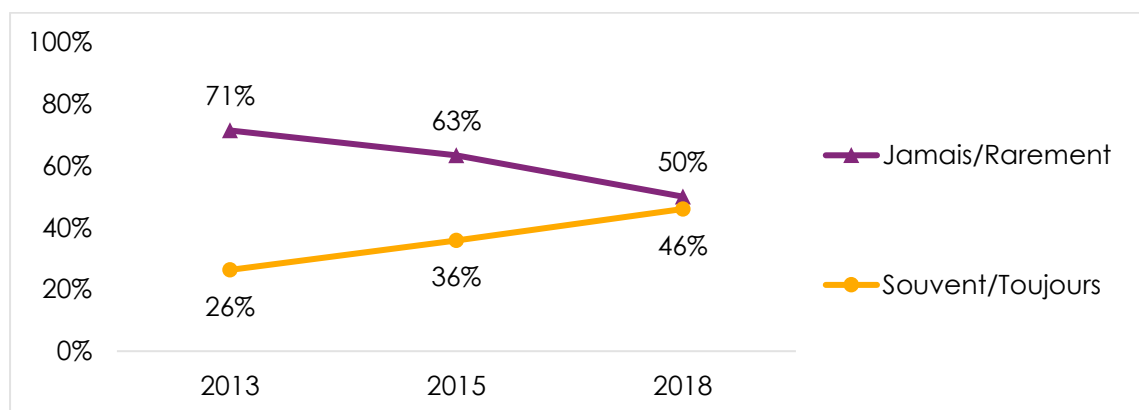
Figure 3: Liberté d'exprimer ses opinions | Tunisie | 2013-2018



Question posée aux répondants: Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer vos opinions?

En même temps, un nombre croissant de citoyens estiment devoir être prudents dans leur discours politique. Alors qu'un quart (26%) seulement des répondants en 2013 avaient déclaré que les gens doivent « souvent » ou « toujours » faire attention à ce qu'ils disent au sujet de la politique, près de la moitié (46%) des répondants sont de cet avis dans le dernier sondage (Figure 4).

Figure 4: Prudence dans le discours politique | Tunisie | 2013-2018



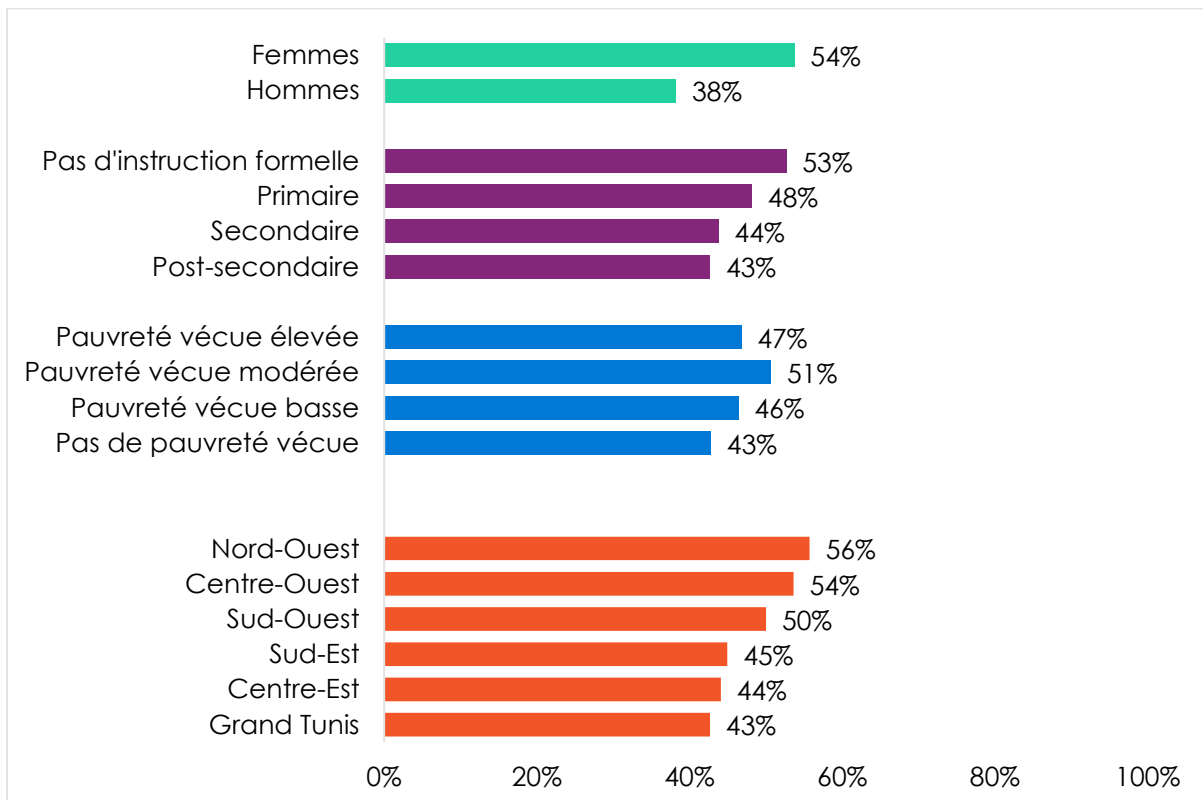
Question posée aux répondants: Selon vous, à quelle fréquence dans ce pays, est-ce que, les populations doivent-elles faire attention quand elles parlent de politique?

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de penser qu'il faille faire preuve de prudence en parlant de politique (54% contre 38%) (Figure 5). Les citoyens plus scolarisés perçoivent moins souvent la nécessité de faire preuve de prudence lorsqu'ils discutent de politique, avec des pourcentages allant de 43% chez les titulaires d'un diplôme d'études

post-secondaires à 53% chez les personnes sans instruction formelle. De même, les répondants les mieux lotis sur le plan économique¹ sont moins susceptibles que leurs concitoyens plus pauvres de déclarer que les citoyens doivent faire preuve de prudence lorsqu'ils parlent de politique.

On observe également des disparités d'une région à l'autre de la Tunisie. Alors que des majorités de répondants au Nord-Ouest (56%), au Centre-Ouest (54%), et au Sud-Ouest (50%) affirment que les citoyens doivent faire preuve de prudence lorsqu'ils parlent de politique, moins de la moitié des résidents des autres régions sont du même avis.

Figure 5: Prudence dans le discours politique | par groupe socio-démographique | Tunisie | 2018



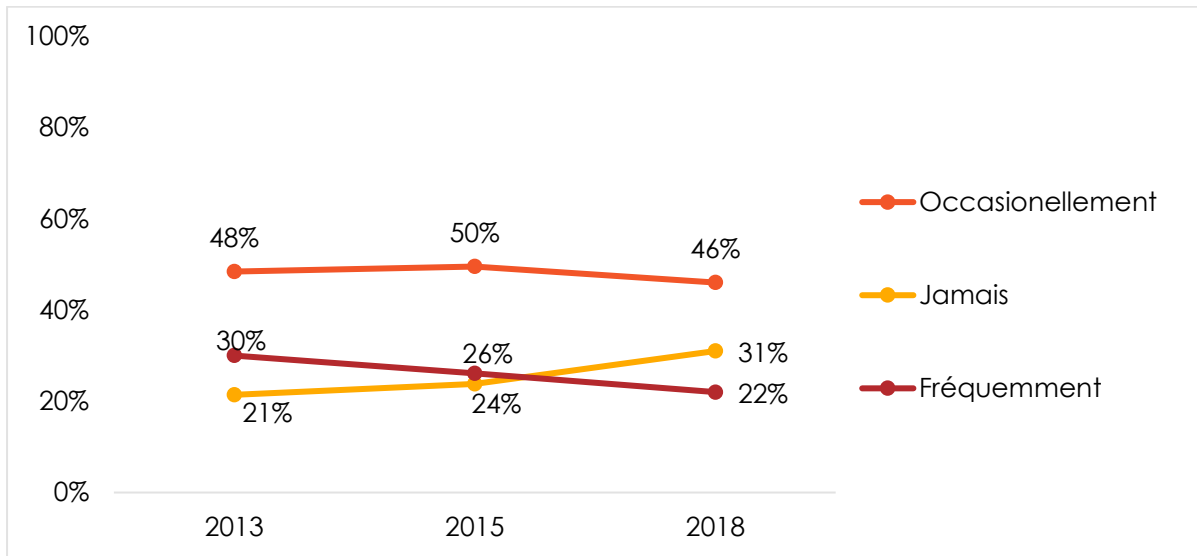
Question posée aux répondants: Selon vous, à quelle fréquence dans ce pays, est-ce que, les populations doivent-elles faire attention quand elles parlent de politique? (% qui répondent « souvent » ou « toujours »)

Engagement politique et citoyen

Plus de deux tiers des Tunisiens déclarent discuter « occasionnellement » (46%) ou « fréquemment » (22%) de politique avec leurs amis et leur famille. Mais la proportion de ceux qui affirment ne jamais parler de politique est passée de 21% en 2013 à 31% en 2018 (Figure 6).

¹ L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant à quelle fréquence eux ou leur famille ont souffert de la privation des produits de première nécessité (nourriture, eau, soins médicaux, combustible pour la cuisine, et revenu en espèces) dans le courant de l'année précédente. Voir Mattes, Dulani, et Gyimah-Boadi (2016) pour en savoir plus sur la pauvreté vécue.

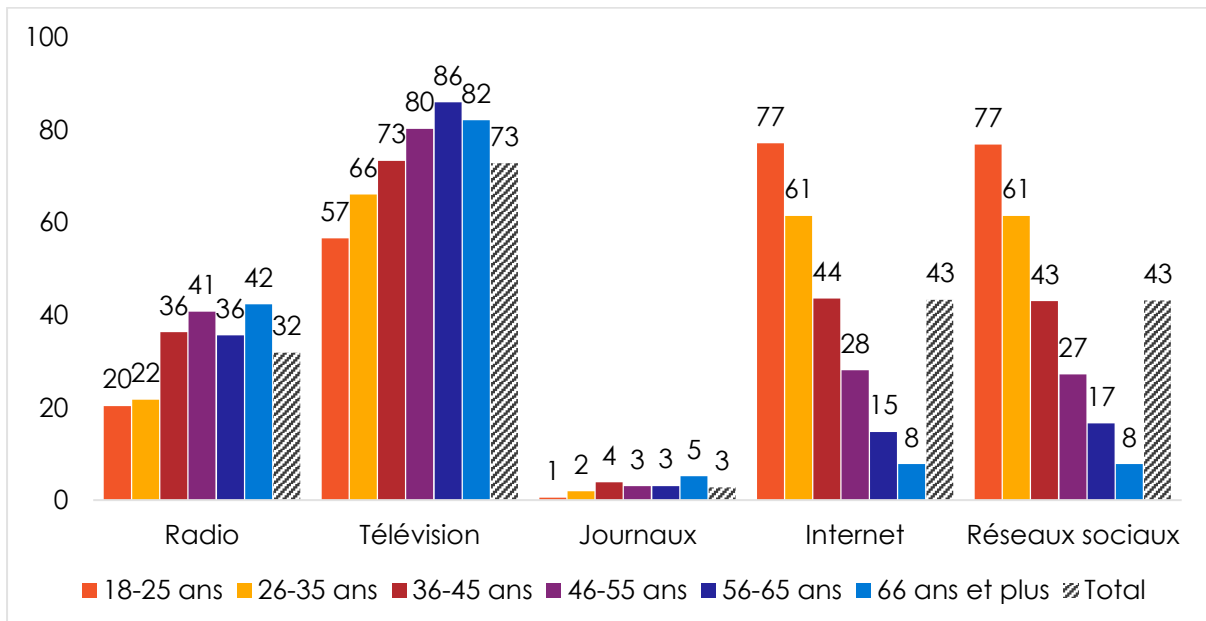
Figure 6: Fréquence des discussions politiques | Tunisie | 2013-2018



Question posée aux répondants: Discutez-vous de questions politiques lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille?

La plupart des Tunisiens se tiennent informé de l'actualité par le biais de la télévision; 73% déclarent s'informer ainsi quotidiennement. L'Internet (43%) et les réseaux sociaux (43%) surclassent la radio (32%) et les journaux (3%) en termes de sources quotidiennes d'informations des Tunisiens. Ceci est particulièrement vrai chez les jeunes: Plus de trois quarts (77%) des 18 à 25 ans affirment s'informer quotidiennement de l'actualité sur Internet et les réseaux sociaux, soit environ trois fois plus que chez les plus de 45 ans (Figure 7).

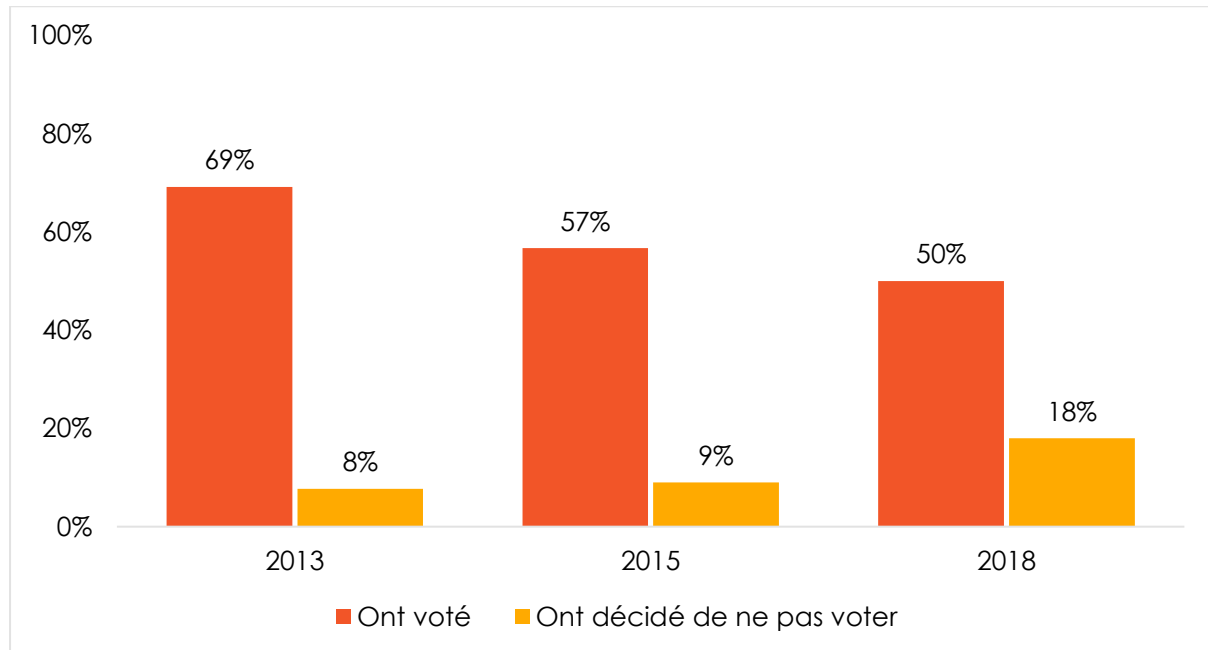
Figure 7: Usage quotidien des médias pour se tenir informé de l'actualité (%) | par groupe d'âge | Tunisie | 2018



Question posée aux répondants: Combien de fois vous tenez-vous informé de l'actualité grâce aux sources suivantes? (% qui répondent « tous les jours »)

Les élections sont certes le moyen le plus évident pour les citoyens de participer au processus politique, mais la proportion des Tunisiens qui déclarent avoir voté lors de la dernière élection nationale est en baisse, passant de 69% lors du sondage de 2013 à 50% en 2018. Parallèlement, la proportion des personnes sondées qui déclarent avoir décidé de ne pas voter a plus que doublé, passant de 8% à 18% (Figure 8).

Figure 8: Vote lors des toutes dernières élections nationales | Tunisie | 2013-2018



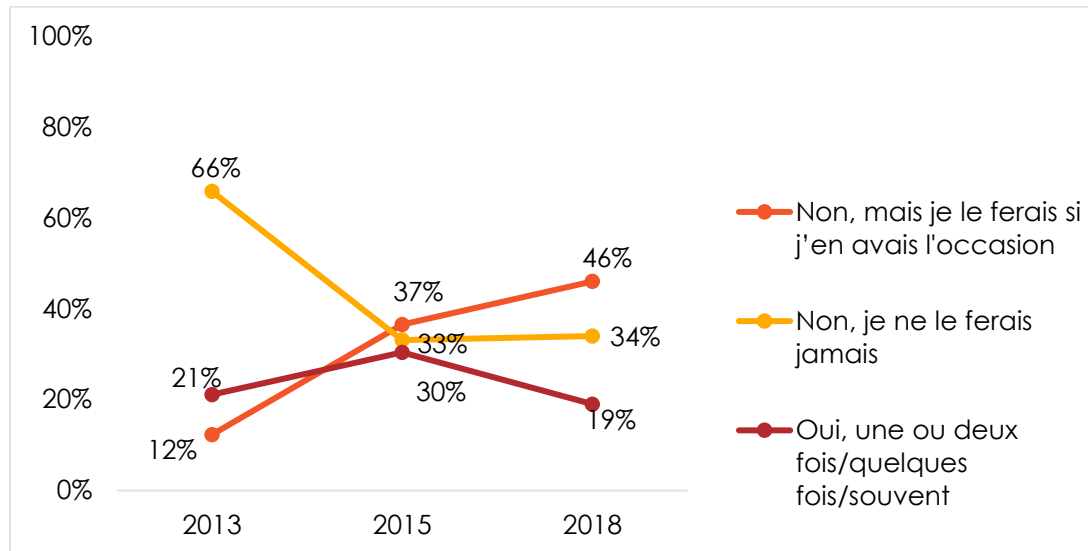
Question posée aux répondants: Sachant que certaines personnes n'ont pas pu voter aux toutes dernières élections de [20XX], laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous?

Pour ce qui est des autres formes d'action politique, seules de petites minorités de Tunisiens déclarent s'être jointes à d'autres pour aborder un problème ou avoir participé à une manifestation au cours de l'année précédente, mais un nombre croissant d'entre eux affirment qu'ils entreprendraient de telles actions s'ils en avaient l'occasion.

Un répondant sur cinq (19%) affirment s'être joint à d'autres pour aborder un problème au cours des 12 mois précédents, soit à peu près la même proportion qu'en 2013. Mais la proportion des répondants qui se disent prêts à se joindre à d'autres s'ils « en avaient l'occasion » a presque quadruplé au cours de la même période, passant de 12% à 46% (Figure 9).

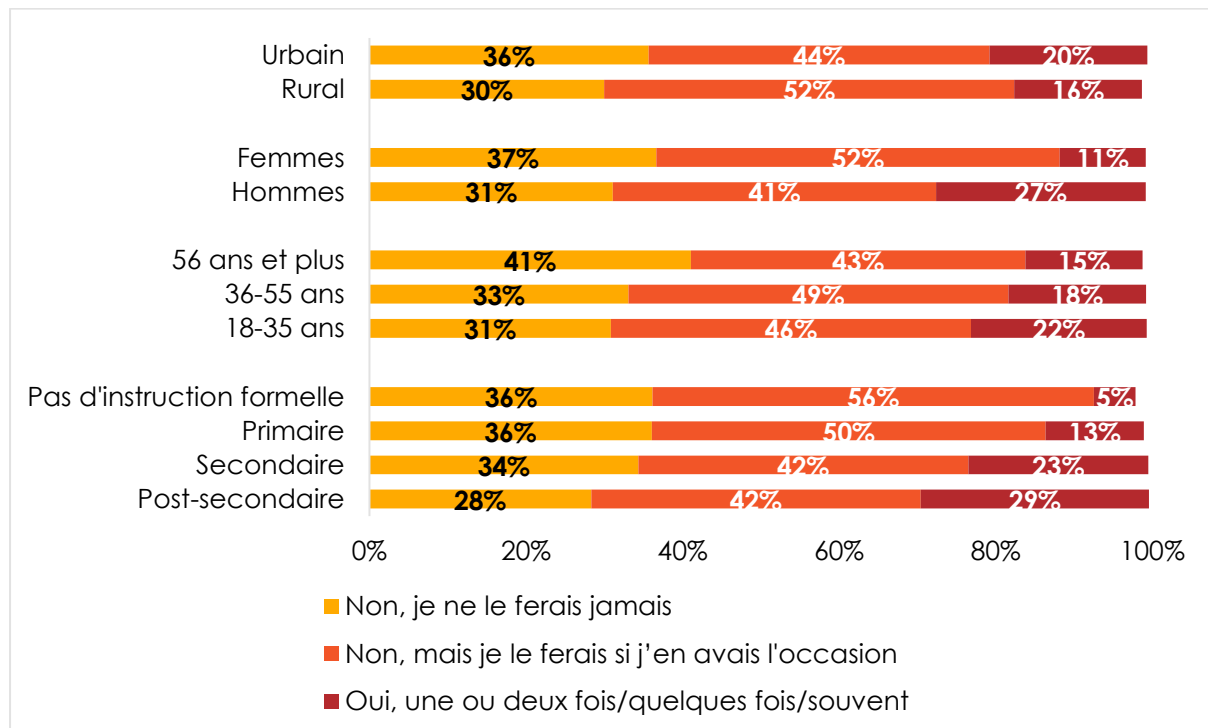
Les Tunisiens habitant en zone rurale, de sexe masculin, de jeune âge, et affichant des niveaux d'éducation élevés sont plus susceptibles de déclarer s'être joint à d'autres pour aborder un problème ou de se déclarer disposés à le faire s'ils en avaient l'occasion. En ce qui concerne les actions entreprises au cours de l'année précédente, les hommes (27%) et les citoyens ayant fait des études post-secondaires (29%) sont beaucoup plus susceptibles que les femmes ou les répondants moins scolarisés de s'être joint à d'autres pour aborder un problème (Figure 10).

Figure 9: Se joindre à d'autres personnes pour aborder un problème | Tunisie
 | 2013-2018



Questions posées aux répondants: Voici une liste d'actions que les citoyens mènent parfois. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion: Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème?

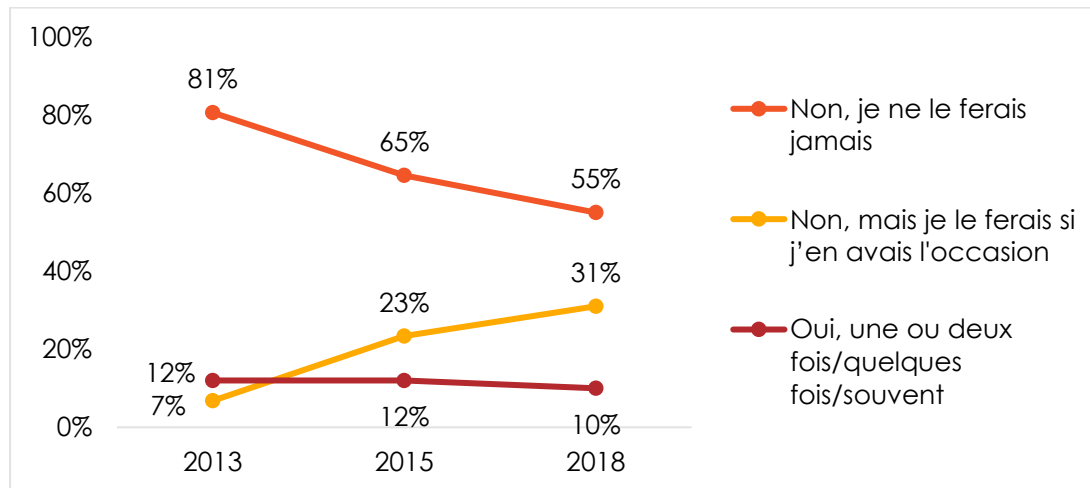
Figure 10: Se joindre à d'autres personnes pour discuter d'un problème | par groupe socio-démographique | Tunisie | 2018



Questions posées aux répondants: Voici une liste d'actions que les citoyens mènent parfois. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion: Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème?

Parallèlement, alors qu'un Tunisien seulement sur 10 (10%) affirment avoir participé à une manifestation ou une marche de protestation au cours des 12 mois précédant ce sondage, la proportion de ceux qui affirment qu'ils le feraient s'ils en avaient l'occasion a plus que quadruplé entre 2013 et 2018, passant de 7% à 31% (Figure 11).

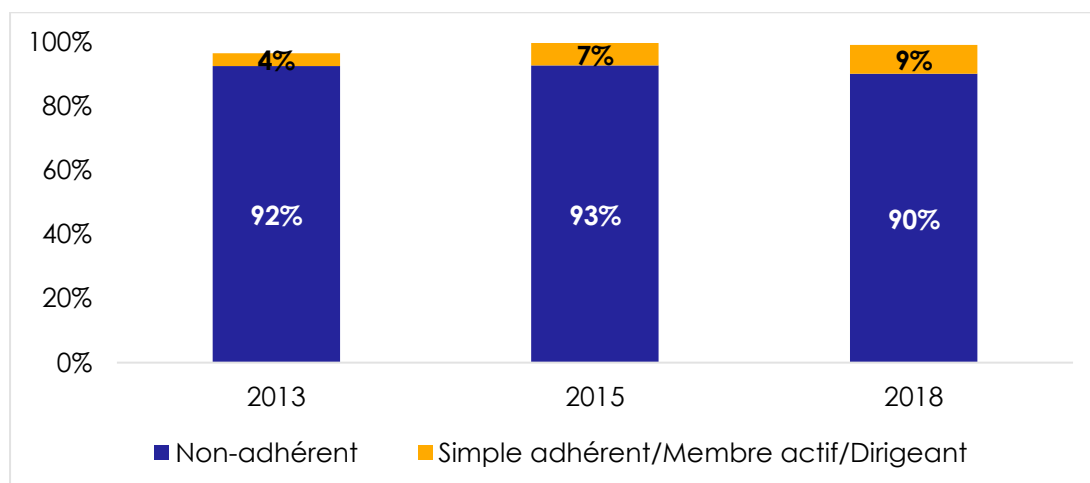
Figure 11: Participer à une manifestation ou une marche de protestation | Tunisie | 2013-2018



Questions posées aux répondants: Voici une liste d'actions que les citoyens mènent parfois. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion: Participer à une manifestation ou une marche de protestation?

Moins d'un Tunisien sur 10 (9%) se disent membre d'une association ou d'un groupe communautaire bénévole (autre que religieux), soit un accroissement de 5 points de pourcentage par rapport à 2013 (Figure 12).

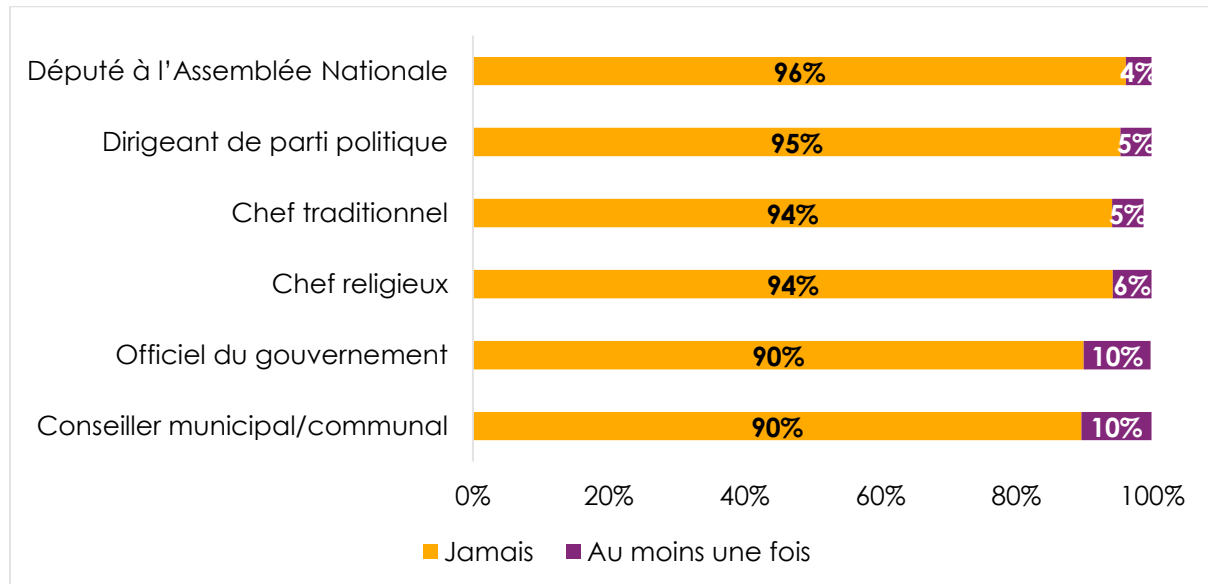
Figure 12: Appartenance à une association de volontaires ou un groupe communautaire | Tunisie | 2013-2018



Question posée aux répondants: A présent, je vais vous lire une liste d'organisations ou de groupes auxquels les gens adhèrent ou participent. Pour chacun d'entre eux, pourriez-vous me dire si vous en êtes dirigeant, membre actif, simple adhérent, ou non adhérent: Une association de volontaires ou un groupe communautaire non-religieux?

En outre, peu de Tunisiens déclarent avoir contacté leurs dirigeants ou responsables pour discuter d'un problème ou partager leurs points de vue. Un sur 10 affirment avoir contacté un conseiller municipal ou un fonctionnaire d'un organisme gouvernemental au cours de l'année précédant l'enquête, tandis qu'environ un seulement sur 20 déclarent avoir contacté un chef religieux ou traditionnel, un responsable de parti politique, ou un député (Figure 13).

Figure 13: Contacté des responsables et dirigeants | Tunisie | 2018



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées?

Conclusion

Neuf ans après leur révolution démocratique, une majorité de Tunisiens estiment que les libertés se sont accrues par rapport à un passé récent. La plupart des Tunisiens discutent de politique et s'informent quotidiennement de l'actualité grâce à la télévision ou, surtout chez les jeunes citoyens, sur l'Internet et les réseaux sociaux.

Les résultats de l'enquête suggèrent toutefois un engagement civique limité. Une proportion croissante de Tunisiens estiment devoir faire preuve de prudence lorsqu'ils discutent de politique, et la participation électorale a décliné au cours des cinq dernières années. L'adhésion aux groupes civiques est faible, et peu de citoyens contactent les dirigeants ou les fonctionnaires pour discuter d'un problème ou partager leurs opinions.

Si un nombre croissant de Tunisiens se disent prêts, en principe, à se joindre à d'autres pour discuter d'un problème ou à participer à une manifestation, les résultats de l'enquête suggèrent qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir dans le renforcement de l'engagement démocratique par l'action citoyenne.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays ou le Round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Caryl, C. (2019). The democratic success story that no one is talking about. Washington Post. 14 octobre.
- Chulov, M. (2018). Hard-won victories of Arab spring appear more fragile than ever. Guardian. 12 janvier.
- Constitute Project. (2019). Tunisia's constitution of 2014.
- Freedom House. (2015). Freedom in the world.
- Marks, M. (2015). What did Tunisia's Nobel laureates actually achieve? Washington Post Monkey Cage. 27 octobre.
- Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Dividende de la croissance? La pauvreté vécue décroît en Afrique. Synthèse de Politique No. 29 d'Afrobarometer.
- Nobel Prize. (2015). National Dialogue Quartet - Nobel Prize.
- Yerkes, S., & Ben Yahmed, Z. (2018). Tunisians' revolutionary goals remain unfulfilled. Carnegie Endowment for International Peace.

Thomas Isbell est doctorant à l'Université du Cap en Afrique du Sud. Email: tisbell@afrobarometer.org.

Mohamed Najib Ben Saad est responsable de la qualité des données à Afrobarometer. Email: mohamednajibbensaad@afrobarometer.org.

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale des partenaires nationaux dans quelques 35 pays est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème Round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède, de la Fondation Mo Ibrahim, des Fondations Open Society, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix (U.S. Institute of Peace).

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou à contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 336 d'Afrobarometer | 17 janvier 2020